

INSTITUTION ADOUR

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations

de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

Séance du 17 juillet 2024

(Convocation du 09 juillet 2024)

Aujourd'hui, le 17 juillet 2024 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sur le site d'Agrolandes à Haut-Mauco, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre</li> <li>Voix</li> </ul>	<div>8</div> <div>8</div>
<b>Présents</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre</li> <li>Voix</li> </ul>	<div>6</div> <div>6</div>
<b>Pouvoirs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre</li> <li>Voix</li> </ul>	<div>0</div> <div>0</div>
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre</li> <li>Voix</li> </ul>	<div>6</div> <div>6</div>
<b>Contre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre</li> <li>Voix</li> </ul>	<div>0</div> <div>0</div>
<b>Abstention</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre</li> <li>Voix</li> </ul>	<div>0</div> <div>0</div>

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Gérard Castet, M. Bernard Poublan

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Conventions - Risques fluviaux - Convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI avec le syndicat mixte du bas Adour maritime (SMBAM)**

**Exposé des motifs :**

Le syndicat mixte du bas Adour maritime (SMBAM), né de la fusion des deux syndicats de sous-bassins versants de l'Adour aval, est compétent en matière de GEMAPI sur son périmètre depuis 2020.

Afin d'appréhender de manière globale les problématiques d'inondation, de mutualiser les compétences, de mettre en œuvre les choix politiques et financiers relatifs à l'inondation et de rechercher une économie d'échelle, le SMBAM souhaite déléguer une partie de cette compétence GEMAPI à l'Institution Adour.

Cette démarche s'inscrit également dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRi) du territoire à risque important d'inondation (TRI) Côtier Basque approuvé par arrêté préfectoral du 20 juillet 2020 qui se traduit par l'élaboration d'un programme d'études préalable au programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'Adour aval.

Dans le cadre de la convention de délégation envisagée, le SMBAM souhaite ainsi confier à l'EPTB la réalisation :

- des travaux d'amélioration de la performance du système d'endiguement du Sablot à Peyrehorade
- de l'ensemble des études hydrauliques inscrites dans le programme d'études préalable au programme d'actions de prévention des inondations Adour aval et concernant son territoire de compétence :
  - o études hydrauliques pour les secteurs Adour aval, gaves réunis, Aran, Ardanavy,
  - o étude de caractérisation de la fonctionnalité hydraulique des ouvrages existants.

Vu la loi n°2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-8 et R.1111-1,

Vu les statuts en vigueur du syndicat mixte du bas Adour maritime,

Vu les statuts en vigueur de l'Institution Adour, et notamment l'article 10.1,

Considérant la demande de classement du système d'endiguement du Sablot à Peyrehorade déposée par le SMBAM auprès des services de l'État,

Considérant le projet de programme d'études préalable au programme d'action de prévention des inondations de l'Adour aval,

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'approuver les termes de la convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI à intervenir avec le syndicat mixte du bas Adour maritime telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à la signer,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



## Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 juillet 2024 à Haut-Mauco,

Le Président,  
Paul CARRÈRE

INSTITUTION ADOUR  
38 rue Victor Hugo  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



# INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240717-240717H2091H1-DE



## CONVENTION

Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au titre des articles  
L.1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°2024\_B\_54 en date du 17 juillet 2024,  
ci-après dénommée : **l'EPTB**

**Et :**

Le syndicat mixte du bas Adour maritime, domicilié 116 rue de Gascogne, 64240 Urt, représenté par son Président, Raymond POUYANNE dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°xxxx en date du jj mm aaaa,  
ci-après dénommé : le **SMBAM**

**Préambule**

L'EPTB, syndicat mixte ouvert constitué sur le bassin de l'Adour de Région, Départements, établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) et de syndicats mixtes de bassin versant, conduit depuis plusieurs années, des opérations d'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (item 1° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) et de protection contre les inondations (item 5° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) sur son périmètre de compétence :

- Restauration de champs d'expansion de crues,
- Restauration de l'espace de mobilité des cours d'eau,
- Réalisation d'aménagements hydrauliques,
- Création et gestion de systèmes d'endiguement.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, le SMBAM est compétent en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) sur son territoire. Afin d'appréhender de manière globale les problématiques d'inondation, de mutualiser les compétences, de mettre en œuvre les politiques relatives à l'inondation et de rechercher une économie d'échelle, le SMBAM souhaite déléguer une partie de la compétence GEMAPI à l'EPTB sur son territoire de compétence selon les modalités décrites dans la présente convention.

\*\*\*

Vu la loi n°2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-1 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-7 et L. 213-12,

Vu le décret n°2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau,

Vu le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques,

Vu le décret n°2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations



Vu l’arrêté interpréfectoral PR/DAECL/2016/n°790 en date du 29 décembre 2016 portant transformation de l’entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert,

Vu l’arrêté interpréfectoral PR/DC2PAT/2018/n°94 en date du 16 mai 2018 portant modification des statuts du syndicat mixte « Institution Adour »,

Vu l’article 10.1 des statuts en vigueur de l’Institution Adour portant sur les modalités inhérentes à la délégation de compétence,

Vu les statuts en vigueur du SMBAM,

Vu la délibération n° 2024\_B\_54 en date du 17 juillet 2024 de l’Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°XX en date du jj mm aaaa du syndicat mixte du bas Adour maritime approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Considérant la demande de classement du système d’endiguement du Sablot à Peyrehorade déposée par le SMBAM auprès des services de l’Etat,

Considérant le projet de programme d’études préalable au programme d’action de prévention des inondations de l’Adour aval dont le dépôt auprès des services instructeurs de l’Etat est prévu pour le second semestre 2024,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUI

Article 1. Objet de la convention - compétence déléguée

Le SMBAM, en tant que structure délégante, délègue à l’EPTB, collectivité délégataire, les actions suivantes relevant de la compétence GEMAPI (item 5°) :

Mission	Objet	Actions déléguées à l'EPTB
L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (1°)  Protection contre les inondations (5°)	Amélioration de la connaissance - Etudes relatives aux risques d'inondation	Etude hydraulique de l’Adour aval (action 1.1.a du PEP)
		Etude hydraulique des gaves réunis (action 1.1.b du PEP)
		Etude hydraulique du sous bassin versant de l’Aran (action 1.1.c du PEP)
		Etude hydraulique du sous bassin versant de l’Arday (action 1.1.d du PEP)
Protection contre les inondations (5°)	Etudes relatives à des ouvrages de protection contre les inondations	Etude de la caractérisation de la fonctionnalité hydraulique des ouvrages existants (action 7.2 du PEP)
	Amélioration de la performance d'un système d'endiguement	Travaux d'amélioration du niveau de performance du système d'endiguement du Sablot à Peyrehorade (40) (action 7.3 du PEP)

Article 2. Durée et prise d’effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et s’achèvera au 31 décembre 2027 soit à la fin du programme d’études préalable au PAPI de l’Adour aval.





### Article 3. Conditions de renouvellement

La présente convention de délégation pourra être renouvelée après avis des assemblées délibérantes des parties, à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties et en fonction de l'atteinte des objectifs.

### Article 4. Objectifs à atteindre et indicateurs de suivi/réalisation

L'EPTB devra nécessairement atteindre les objectifs ci-dessous et fournir les indicateurs suivants :

ACTIONS DÉLÉGUÉES À L'EPTB	OBJECTIFS	INDICATEURS
Etude hydraulique de l'Adour aval (action 1.1.a du PEP)	Réalisation de l'étude	Taux de réalisation
Etude hydraulique des gaves réunis (action 1.1.b du PEP)	Réalisation de l'étude	Taux de réalisation
Etude hydraulique du sous bassin versant de l'Aran (action 1.1.c du PEP)	Réalisation de l'étude	Taux de réalisation
Etude hydraulique du sous bassin versant de l'Arday (action 1.1.d du PEP)	Réalisation de l'étude	Taux de réalisation
Etude de la caractérisation de la fonctionnalité hydraulique des ouvrages existants (action 7.2 du PEP)	Réalisation de l'étude	Taux de réalisation
Travaux d'amélioration du niveau de performance du système d'endiguement du Sablot à Peyrehorade (40) (action 7.3 du PEP)	Réalisation des travaux	Taux de réalisation

### Article 5. Dispositif de contrôle de la délégation

L'EPTB devra tout mettre en œuvre pour permettre au SMBAM d'exercer les contrôles, notamment financiers et organisationnels, requis pour évaluer la réalisation correcte de la délégation de compétence mentionnée ci-dessus.

À cet égard, il devra tenir à la disposition des agents mandatés par le SMBAM tous les documents comptables afférents à la délégation de compétence, ainsi que toutes les notes, tous les courriers, comptes rendus, contrats et tous autres documents qui concernent l'exercice de cette compétence.

Il devra permettre l'accès aux contrôles sur pièces et sur place.

Sur le plan technique, dans les cas de procédure de commande publique, le DCE réalisé pour la consultation de prestataires sera validé par le SMBAM qui pourra également participer à l'analyse des offres.

Des réunions régulières entre le SMBAM et l'EPTB, permettant de réaliser des points d'étape pour l'exécution de la présente convention et pour la préparation et le suivi des travaux, auront lieu à minima selon la fréquence suivante et en supplément en tant que de besoin à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties :





NATURE DE RÉUNION	PARTICIPANTS	FRÉQUENCE
Technique opérationnelle	Personnels des deux structures	2 fois par an
Technique stratégique	Directeurs des services techniques des deux structures Chargés de mission des deux structures	1 fois par an
Politique	Elus des deux structures	1 fois par an

## Article 6. Cadre financier de la délégation

L'EPTB et le SMBAM décident d'un commun accord que les sommes correspondantes aux participations attendues (indiquée en annexe 3) seront versées en fonction de l'avancement des missions déléguées et sur production de décomptes, et actualisées au regard des modifications éventuelles (coûts définitifs après consultation, actualisation des plans de financement, événements particuliers) pour l'ensemble des opérations telles que détaillées en annexe 3. L'accord du SMBAM devra être demandé avant l'engagement de crédits, de manière à s'assurer de la bonne inscription au budget des crédits nécessaires.

## Article 7. Cadre comptable de la délégation

La comptabilité des opérations objet de la présente délégation de compétence fera l'objet d'une identification particulière dans le cadre d'un suivi analytique du budget de l'EPTB.

En outre les opérations seront enregistrées comme opération sous mandat au compte 458 de la collectivité délégataire. Les numéros des opérations sous mandats sont précisés dans l'annexe 3 de la présente convention.

## Article 8. Moyens de fonctionnement mis à disposition

Le SMBAM mettra les moyens matériels suivants à disposition de l'EPTB pour l'exercice de cette compétence déléguée :

- Salles de réunion,
- Documents et données nécessaires à la réalisation des travaux et des études (données topographiques, bathymétriques, EISH, rapports de surveillance/VTa, EDD, ...),
- Informations relatives à la procédure réglementaire relative au classement en système d'endiguement de l'ouvrage du Sablot à Peyrehorade,
- ...

## Article 9. Résiliation anticipée de la convention

La présente convention peut être résiliée avant son terme par un commun accord des deux parties qui donnera lieu à un avenant réglant les conditions de cette résiliation.

Le SMBAM, en tant que structure délégante, peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général.

La décision de résiliation ne peut prendre effet qu'après un délai minimum de 6 mois à compter de la date de notification, adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au lieu du siège de l'EPTB, collectivité délégataire.

L'évaluation des éventuels préjudices financiers sera effectuée à l'amiable ou à dire d'expert.

La convention sera résiliée de fait en cas de transfert du SMBAM à l'EPTB des missions déléguées.







## Article 10. Conciliation - résolution des litiges

Les parties cosignataires de la présente convention conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application de la présente convention feront l'objet d'une tentative de conciliations par une commission composée de trois experts : le premier est désigné par le délégant, le deuxième par le délégataire et le troisième par les deux premiers experts.

En cas d'échec de la tentative de conciliation, le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

## Article 11. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le .....

**Paul Carrère**  
Président de l'Institution Adour

**Raymond Pouyanné**  
Président du syndicat mixte du bas Adour  
maritime

Liste des pièces jointes :

- Annexe 1 : délibération n°2024\_B\_54 de l'Institution Adour en date du 17 juillet 2024
- Annexe 2 : délibération n°xxx du syndicat mixte du bas Adour maritime en date du xxxxxxxxx
- Annexe 3 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'EPTB dans le cadre de la délégation de compétence.



## Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'EPTB dans le cadre de la délégation de compétence

ACTIONS DÉLÉGUÉES À L'INSTITUTION ADOUR	COÛT PRÉVISIONNEL	PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL	PARTICIPATION PRÉVISIONNELLE DU SMBAM
Etude hydraulique de l'Adour aval (action 1.1.a du PEP) - <b>opération sous mandat - xxx</b>	95 000 € TTC	50 % SMBAM 50 % FPRNM	47 500 €
Etude hydraulique des gaves réunis (action 1.1.b du PEP) - <b>opération sous mandat - xxx</b>	42 000 € TTC	50 % SMBAM 50 % FPRNM	21 000 €
Etude hydraulique du sous bassin versant de l'Aran (action 1.1.c du PEP) - <b>opération sous mandat - xxx</b>	125 000 € TTC	50 % SMBAM 50 % FPRNM	62 500 €
Etude hydraulique du sous bassin versant de l'Ardanavy (action 1.1.d du PEP) - <b>opération sous mandat - xxx</b>	55 000 € TTC	50 % SMBAM 50 % FPRNM	27 500 €
Etude de la caractérisation de la fonctionnalité hydraulique des ouvrages existants (action 7.2 du PEP) - <b>opération sous mandat - xxx</b>	170 000 € TTC	50 % SMBAM 50 % FPRNM	85 000 €
Accompagnement technique à la réalisation des études (0,8 ETP sur 3 ans)	120 000 €	20 % SMBAM 50 % FPRNM 30 % FEDER	24 000 €
Travaux d'amélioration du niveau de performance du système d'endiguement du Sablot à Peyrehorade (40) (action 7.3 du PEP) - <b>opération sous mandat - 012</b>	Frais de maîtrise d'œuvre : 22 042 € HT Travaux : 181 000 € HT Accompagnement technique : 6 350 €	20 % SMBAM (+TVA) 30 % CD40 50 % Fonds vert (hors accompagnement technique)	85 661,40 €
<b>TOTAL</b>			<b>353 161,40 €</b>

